

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 8 NOVEMBRE 1979 - N° 989

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Salta (St-Ouen) : 250 à refuser d'être smicards

Depuis le 5 octobre, les 250 travailleurs de la Salta à St-Ouen sont en grève contre la baisse de leur pouvoir d'achat, consécutive à une réduction d'horaire. Les grévistes de cette entreprise (qui loue des véhicules aux NMPP pour le transport des journaux), expulsés de leurs locaux, entament néanmoins avec détermination leur 5^e semaine de mouvement.

LIRE EN PAGE 3

Le droit à l'indépendance du peuple sahraoui reconnu par l'ONU

LIRE EN PAGE 6

Bolivie : grèves contre le coup d'Etat

Les informations en provenance de Bolivie sont très limitées à cause de la censure. Il semble que le colonel Bush ne soit pas décidé à démissionner. Le gouvernement tente de briser par la répression la grève générale illimitée déclenchée par la centrale syndicale unique. Des affrontements très violents se dérouleraient dans la capitale quadrillée par l'armée.

Dans
**Le Quotidien
du Peuple
du
10 novembre**

Rencontre avec
des syndicalistes
de Beijing

Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix)

Une lutte déterminée

Lire en page 8 le reportage de notre envoyé spécial Michel BERTEL

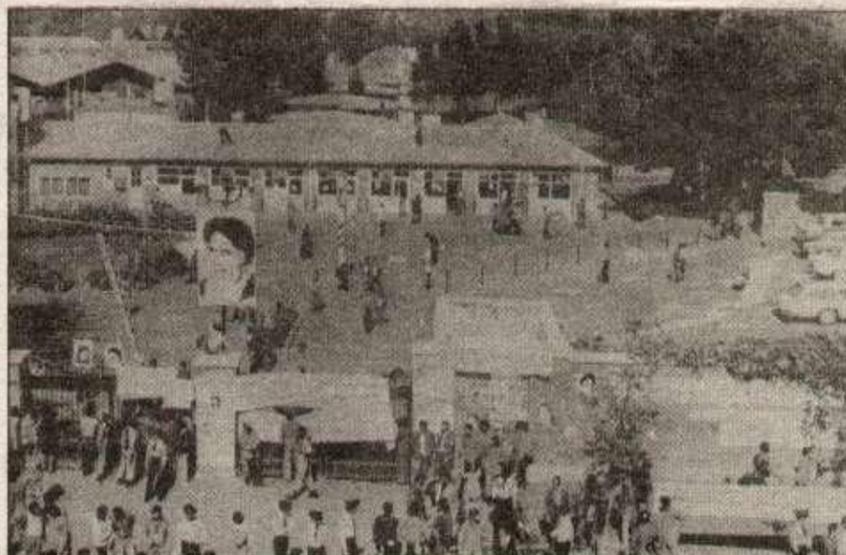
Alsthom-Belfort LA DIRECTION FAIT PLANER LA MENACE DE L'EXPULSION

La commission s'est de nouveau réunie dans la nuit de mardi à mercredi, où la direction a demandé aux syndicats de faire voter les travailleurs sur ces miettes, sinon c'est la menace d'expulsion ! Pour bien marquer leur détermination, leur volonté de ne pas accepter des miettes après cinq semaines de grève, les travailleurs de l'Alsthom, durant les premières heures de la réunion commencée à 19 heures dans la soirée de mardi, ont

occupé la chambre de Commerce et de l'Industrie de la ville, effectuant de nombreuses allées et venues d'un bâtiment à l'autre. Les huissiers de justice nombreux, étaient d'ailleurs présents sur les marches d'un grand escalier monumental, venus constater «l'infraction», ce qui n'intimida pas les grévistes.

Suite en page 8

IRAN : DEMISSION DE BAZARGAN ET L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE US



LIRE EN PAGE 5

Mercredi, à 5 heures du matin

Le chargement de Tricastin stoppé par les agents EDF

Depuis mercredi 5 heures du matin, le chargement en combustible nucléaire de la centrale du Tricastin est bloqué ! L'équipe EDF, qui prenait son poste à cette heure, et où la CFDT est majoritaire, décidait de se mettre en grève, et de ne pas prêter la main au personnel de Framatome chargé de l'opération ! Pour l'instant donc, le chargement se fera difficilement, s'il arrive à se faire, en fonction de l'attitude des différentes équipes de personnel EDF qui doivent se relayer. D'ores et déjà, on peut dire que c'est là un bon point marqué par la CFDT, qui n'a pas changé de position depuis le début de l'affaire des fissures, malgré toutes les manœuvres de la direction.

En début de semaine, la direction EDF avait indiqué que le chargement ne serait pas commencé avant mercredi ou jeudi. Mais dès mardi après-midi, les militants avaient acquis la conviction que dès le soir, les opérations allaient commencer. Ils se tenaient donc prêts à passer à l'action, de la façon la plus efficace possible en regard des difficultés rencontrées sur le site. Difficultés d'ordre syndical, puisque la CGT de Tricastin, après avoir participé au mouvement pendant un temps, avait finalement décidé d'accepter le chargement. Un retournement de situation qui suscite visiblement des remous parmi les syndiqués, puisqu'un fédéral a dû intervenir à plusieurs reprises. Difficultés aussi, dues aux interdictions de se déplacer dans les salles sans laissez passer signé du chef de l'équipement, si bien que la partie «intéressante» du réacteur est pratiquement isolée. Chantage à la prime aussi, puisque le démarrage du réacteur doit se solder par une prime au personnel. Dans cette situation, le blocage du chargement, même s'il est temporaire, constitue une première victoire. D'autant plus qu'il ne semble pas possible que la direction interdise l'accès au personnel CFDT, ni qu'elle fasse faire le chargement par les seuls agents Framatome.

Mardi soir, une manifestation de 400 personnes, regroupée à l'appel de la CFDT et des groupes écologistes, a une fois encore réclamé l'arrêt du chargement tant que les contrôles sur les fissures ne seraient pas sérieusement effectués. Ce qui ne peut être actuellement le cas, puisque les appareils qui permettraient de vérifier les «arrondis» ne sont pas encore au point ! Malgré cette incertitude et les risques qui en découlent, la direction EDF a fait une fois de plus le pari ! «Non au pari, oui au contrôle des centrales», affirmait le tract diffusé mardi. L'action des agents EDF de la centrale fera-t-elle reculer l'EDF ?

Monique CHERAN

UN QUART DE SIECLE DE CHINE NOUVELLE

La Révolution Culturelle bat son plein. Denise Lebreton, qui a vécu toute cette période dans la capitale chinoise, a souligné la mobilisation des jeunes à cette occasion. Elle n'a pas caché non plus les affrontements qui se sont produits, tout en insistant sur le fait qu'ils ne peuvent être assimilés à une répression policière. Elle essaie maintenant de donner son sentiment sur toute cette période.

En avril 1967, nous prîmes une modeste part à la grande critique révolutionnaire. Critiquer point par point le film «*Histoire secrète de la cour des Qin*» et même le Xiu Yang (pour être un bon communiste) de Liu Shao Qi, c'était enfin du solide, de l'explication de textes, nous nous y connaissions. Mais crier dans les rues «*A bas Liu, Teng, Tao !*», «*A bas Chen Yi !*», ou «*Casser la tête à Zhu De !*», cela m'était impossible ; je sentais que je n'en avais pas le droit. Mes camarades chinois, peut-être, mais pas moi. C'étaient des héros de la révolution et je n'avais pas les éléments pour juger.

Ce fut un soulagement pour moi de voir Zhu De et Chen Yi sur la tribune officielle le 1^{er} mai 1967 ; c'était là le résultat des appels à la modération de Zhou Enlai. Par contre, avec quelle ardeur avons-nous crié le fameux mot d'ordre de l'éditorial du *Quotidien du Peuple* du 21 mai 1967 : «*Nous voulons la discussion, pas la bagarre !*» (Yao Wen dou, pou yao wou dou) ; pour cela nous étions même souvent en tête des cortèges aux Editions ou à notre résidence, quitte à courir tout essouffés derrière les bannières. Nous ne savions pas très bien où nous allions, mais nous étions dans un état d'exaltation permanent, c'était la vie, c'était l'action ! (...)

Un certain mysticisme

Ce fut aussi l'époque d'un certain culte de la personnalité : nos camarades chinois citaient des citations de Mao, matin et soir, pendant une dizaine de minutes, devant son portrait. Malgré ma profonde admiration pour le président Mao, je me faufilais dans mon bureau pour éviter la cérémonie ; depuis ma jeunesse, je m'étais toujours défiée de tout mysticisme. Je dois dire que personne ne me fit aucune réflexion. Par contre, je demandai moi-même à faire quinze points de broderie, en souvenir de mes quinze années de Chine, sur une bannière avec un portrait du président Mao que confectionnaient mes camarades ; je voulais m'associer à leur hommage. Je n'ai jamais eu peur pour moi dans ces jours d'incertitude. J'étais persuadée que mes camarades savaient que je n'étais pas un observateur sceptique et dédaigneux, mais que j'étais avec eux dans la vague et que je souhaitais le mieux pour la Chine de toutes mes forces de vie. Cette conviction me donnait confiance ; je ne fus pas déçue.

1976 : l'année noire

De toute la révolution culturelle, 1976 fut sans aucun doute «*l'année terrible*», une année

Les souvenirs d'une Française à Pékin



4 - «Nous voulons la discussion, pas la bagarre»

d'attente angoissée du malheur. Elle débuta avec la mort de Zhou Enlai et la douleur des masses, d'abord jugulée, n'en éclata que plus violemment, sous forme de colère, avec les événements de la place Tiananmen. Puis Deng Xiaoping fut écarté, un nouveau coup qu'on comprenait mal. Quelques mois plus tard, ce fut la mort trop brutale de Zhu De, une des colonnes de bronze de la révolution. Bientôt la terre trembla et près de la moitié de la ville minière de Tangshan disparaît en quelques minutes. Le pays semble alors se redresser sous les coups : le gouvernement et le Premier ministre Hua organisent efficacement les secours, ce qui arrache des acclamations reconnaissantes à la foule.

C'est enfin le dernier coup du destin qu'on attendait en frémissant : la mort du Président Mao. L'inquiétude se mêle à la douleur : que vont faire les Quatre qui, on le sait plus ou moins, se dressent contre la majorité du comité central et cherchent à opposer la milice à l'armée ? Or les coups d'œil terribles, saisis par la télévision, qu'ils échangeaient sur la tribune de Tiananmen, tandis qu'une foule en larmes rendait hommage à la mémoire de Mao Zedong !

Finies les précautions

Nous travaillions alors à la traduction du V^e tome des œuvres de Mao, dans un bureau détaché des Editions ; le bruit des événements nous arrivait comme amorti, car nous avions

moins de contact avec les camarades de notre section. Pourtant, quand fut officiellement proclamée la chute des «Quatre», les portes s'ouvrirent toutes grandes, comme sous la pression d'une bourrasque de l'extérieur. Nos collègues parlaient, riaient, se contaient de bonnes histoires ; ils avaient en un jour rajeuni de dix ans.

Finies les précautions, ils avaient retrouvé la liberté de s'exprimer, et leurs visages radieux, tout comme les longs cortèges de fête dans les rues, faisaient comprendre mieux qu'un discours l'oppression qui de longues années durant avait gâché leur vie. Trois mois après, pour le jour de l'an chinois, les plus jeunes nous jouèrent un sketch plein d'esprit : «*une journée des Quatre*» ; ils avaient retrouvé le goût de la plaisanterie, même si elle grinçait un peu.

Des traces de mentalité de clan

Cette période haletante, j'entends ici la révolution culturelle dans son ensemble, a eu sûrement des aspects négatifs, surtout dans ses deux dernières phases : la période destructive en s'allongeant a engendré à plusieurs reprises une demi-anarchie, d'où relâchement dans la discipline collective, désorganisation du travail et stagnation de la production. Cet aspect auquel le président Mao mis fin temporairement en soutenant Zhou Enlai contre les extrémistes

Wang-Guan en automne 1967, puis avec la formation des comités révolutionnaires dans toutes les provinces et, en dernier lieu, avec le Congrès du parti en avril 1969, devait naître et se développer encore plus dangereusement sous le règne des «Quatre». Par ailleurs, la mentalité des groupuscules, des clans, ne fut pas complètement déracinée : ne voit-on pas encore aujourd'hui des parloles de temps à autre entre les membres de ces groupes restés amis ?

La reprise des cours dans l'enseignement supérieur s'avéra difficile. Bien que décrétée dès février 1968, en fait pendant des années, on ne travaillait que le matin pour les matières de base, l'après-midi étant consacrée à la politique, et souvent la matinée était prise par le travail manuel. Beida émigre à la campagne près du réservoir des tombeaux des Ming ; l'institut de Géologie, près des Editions, reste vide, fenêtres battantes. A la chute des «Quatre», il est presque en ruines ; l'institut des Beaux-arts de Beijing, mal vu de Jiang Qing, ne commença à rassembler professeurs et élèves qu'en 1977.

Certes l'université ouvrit plus largement ses portes aux jeunes ouvriers, paysans et soldats, mais ce fut pour ne leur dispenser qu'un piètre enseignement. «*On nous a ouvert les portes de l'enseignement supérieur, mais on nous a fermé celles de la culture*» me disait en 1977 une jeune étudiante en colère, venue de l'armée, de l'école de médecine de Chengdu.

La maturité acquise par le peuple

Est-ce à dire que cette longue période de 1965 à 1977 fut un fossé stérile ? Je ne le crois pas non plus. La Chine est vaste et pleine de surprises ; des secteurs continuaient à progresser. Le pont de Nanjing, le plus long de Chine, était achevé en janvier 1969 ; les houillères du Huabei, depuis 1958, ont tous les ans accusé 20 % d'accroissement dans leur production. Le premier satellite était mis sur orbite en 1970 et, en 1975, on était capable de récupérer le satellite lancé ; des prospections systématiques se poursuivaient de 1973 à 1976 sur le plateau du Qinghai pour découvrir les sources du Yarlung Zangbo, le plus grand fleuve du Tibet...

Quant au peuple chinois, il est indéniable qu'il a acquis de la maturité dans toutes ces luttes et à travers toutes ces vicissitudes ; il suffit qu'il retrouve son enthousiasme pour réussir dans la grande entreprise des quatre modernisations...

La modernisation socialiste

En août 1977 au XI^e congrès du Parti, quand le camarade Hua Guofeng proclama la fin de la révolution culturelle et l'avènement de l'ère des quatre modernisations, je poussai un soupir de soulagement : enfin on allait se remettre sérieusement au travail et la Chine retrouverait son dynamisme ; quant à la situation politique, tout petit à petit se décanterait, s'éclaircirait. Dans son discours prononcé à l'Assemblée Populaire Nationale en mars 1978, le Premier ministre Hua a précisé que cette entreprise marque un tournant de portée historique dans l'histoire de la Chine : il s'agit de transférer le centre de l'activité du pays des luttes politiques à la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale ainsi que de la science et de la technique. Ce sera une modernisation socialiste visant à libérer rapidement les forces productives, à élever le niveau de vie matériel et culturel du peuple entier, pour faire de la Chine un état socialiste puissant et moderne, avant la fin du siècle.

Au fond, tel était déjà le but de la révolution de démocratie nouvelle et de la révolution socialiste menées sous la direction de Mao. Là encore apparaît de façon manifeste, en dépit des détours et des erreurs, la continuité des buts de la politique chinoise. Aujourd'hui, les conditions ont changé : plus de blocus économique enserrant la Chine. La politique de la normalisation des rapports avec les Etats-Unis et le Japon, amorcée par le président Mao, a pleinement abouti : la Chine, tout en continuant à compter sur ses propres forces, est à même d'effectuer de fructueux échanges économiques avec l'extérieur, de ce fait les quatre modernisations de nécessaires deviennent aussi réalisables...

Fin

Dans notre prochaine édition :
UNE INTERVIEW DE SYNDICALISTES CHINOIS

MERLIN-GERIN

De notre envoyé spécial Michel BERTEL

UNE REPRISE DU TRAVAIL LA TETE HAUTE, MAIS DES QUESTIONS SONT OUVERTES

Lundi 5 les travailleurs de Merlin-Gérin ont repris le boulot *«la tête haute»* comme nous le disaient beaucoup de travailleurs. *«Bien sûr ce qui a été obtenu, ce n'est pas mirobolant, mais les gars sont fiers d'avoir fait reculer le patron»* nous disait un délégué. Et ce ne fut pas une mince affaire ! 3 semaines de grève, 15 jours d'occupation, une participation importante des gars à l'occupation, de nombreuses aspirations à la démocratie dans la lutte, et une reprise du travail par des travailleurs toujours mobilisés et confiants dans leur capacité, tel est le premier bilan de cette lutte.

A l'usine, personne n'a repris le travail avant lundi midi. Et de l'avis d'un syndicaliste, les chefs se sont bien gardés de faire des réflexions aux travailleurs. A l'usine S, il y a même eu des délégations de travailleurs auprès des chefs vautés dans leur bureau ! Ils leur ont dit : *«Prenez l'habitude qu'on vienne vous voir comme aujourd'hui. C'est notre façon à nous de faire avancer la revendication pour l'heure d'information syndicale»*. D'autres exemples dans différents secteurs sont significatifs : il y a même eu des débrayages d'une heure lundi où les gars sont allés dire à la maîtrise ce qu'ils pensaient. A l'usine S, les travailleurs ont d'ores et déjà annoncé la couleur : *«Ne comptez pas*

sur nous pour mettre les bouchées doubles, pour rattraper le temps perdu». C'est dire que la volonté de la direction de *«développer la compétitivité de l'entreprise»* aura bien du mal à se concrétiser... A l'usine H, c'est en sifflant *«le travail c'est la santé»* que les travailleurs sont rentrés. Et ainsi de suite dans les différentes usines Merlin-Gérin.

Beaucoup de grévistes soulignaient que la direction, maintenant, sera bien obligée de tenir compte de la dynamique ainsi créée par 3 semaines de lutte. A l'issue de celle-ci, c'est un nouveau rapport de forces qui s'installe dans les diverses unités : *«Les travailleurs sentent qu'il faut rester mobilisés. Ils ont confiance en eux-mêmes*

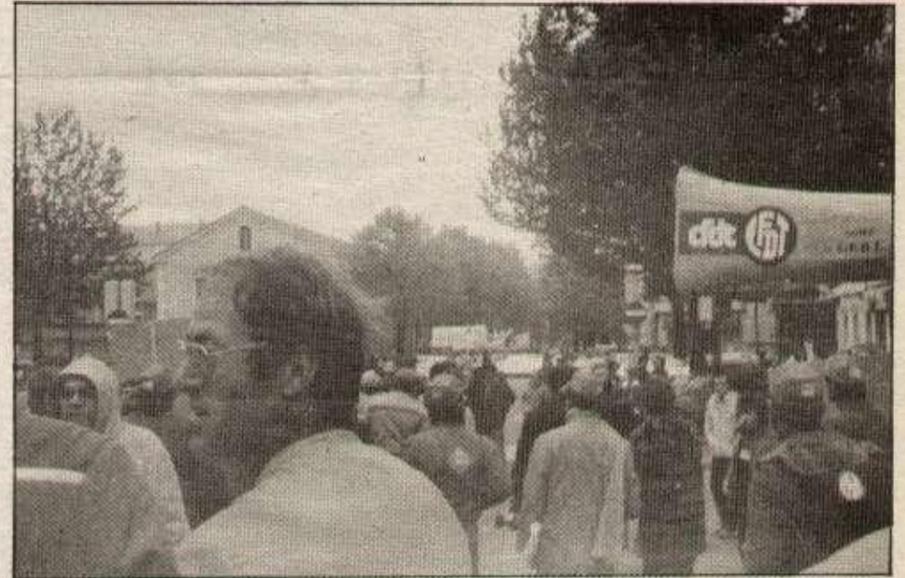
et cela me paraît très positif», nous confiait un syndicaliste.

Ces aspects positifs ne doivent pas faire oublier l'amertume de beaucoup de grévistes. Amertume à la proposition d'initiative faite mercredi 31 de lever l'occupation afin de pouvoir négocier (voir l'édition de samedi - dimanche du QdP), proposition concrétisée par le vote de vendredi 2 novembre que beaucoup de travailleurs engagés dans la lutte auraient voulu reporter en ce début de semaine.

Des questions sont désormais ouvertes : pourquoi, par exemple, s'être démunis d'un atout, l'occupation, que nombre d'ouvriers souhaitaient poursuivre tout au long du week-end de la Toussaint ?

La lutte à Merlin-Gérin a révélé nombre de caractéristiques nouvelles sur l'exigence de la démocratie, sur le rôle de l'inter-syndicale, sur la participation importante des gars à l'occupation... Les acquis de cette lutte sont importants et il revient maintenant aux travailleurs d'en faire le bilan

UNE QUESTION POSEE PAR LES TRAVAILLEURS : «N'ETAIT-IL PAS POSSIBLE D'OBTENIR D'AVANTAGE ?»



Trois semaines de luttes et deux semaines d'occupation des usines Merlin Gérin de Grenoble, ne permettaient-elles pas de faire reculer davantage le patron ? Le communiqué de la CFDT, que nous avons publié dans notre édition d'hier, répondait affirmativement à cette

question. Celui-ci disait en effet : *«Ces résultats sont en-dessous de ce qu'un conflit de cette nature pouvait permettre»*.

La section CFDT expliqua ensuite que *«pour conserver l'unité des travailleurs, elle n'estimait pas juste de proposer seule la prolongation du conflit»*. Nous détaillons ci-dessous ce qui a néanmoins pu être arraché à cette filiale du groupe Empain.

conflit par des actions à l'extérieur de l'entreprise.

Qu'est-ce qu'ont donc obtenu les gars de Merlin Gérin ?

- 1) Une prime de 500 F uniforme dès la reprise du travail.
- 2) Un versement de 300 F fin novembre *«si les objectifs de facturation de l'année sont réalisés à 98 %»*.
- 3) Augmentation générale de 1,5% plus 70 francs uniforme.
- 4) La garantie de ressource est portée à 3500 francs.
- 5) En 1980, les augmentations ne seront pas inférieures à 8% sur l'ensemble de l'année.
- 6) Paiement de la Toussaint avec un plancher de 160 francs
- 7) Pas de licenciements mais des mutations dans l'ensemble du groupe.

«L'examen du résultat des négociations entre la direction de Merlin Gérin et l'ensemble des syndicats appelle une première, et évidente constatation : si le patron de Merlin Gérin a dû lâcher une partie des revendications exigées par les travailleurs, il aurait peut-être été possible de le faire reculer bien plus !». C'était ainsi l'avis d'un certain nombre de travailleurs à la lecture du protocole d'accord. Lever l'occupation, comme l'exigeait la direction pour négocier, était-ce bien le meilleur moyen de se donner des atouts supplémentaires ? Certes non. La CFDT indiquait par exemple le 2 novembre dans un tract avant le vote : *«Aujourd'hui, notre force est dans l'occupation. Il nous appartient de lui donner un nouvel élan et de populariser, encore plus, notre*

Voici pour l'essentiel le contenu de ce protocole d'accord. Il est vrai que Merlin Gérin a cédé sur des revendications. Sans pour autant parler de *«succès»* comme le dit l'*Humanité*, ce qui a été arraché constitue quand même un acquis pour les batailles futures en ce sens qu'un *«rapport de force nouveau»* est créé aujourd'hui à Merlin Gérin et qu'après 3 années d'intransigeance et de cynisme la direction devra maintenant tenir compte du fait que sa politique ne passe plus...

On les a vu, il y a trois semaines, arriver à plusieurs dizaines avec leurs camions, à l'Alsthom Saint-Ouen, participer avec leurs camarades en lutte, à un meeting commun. On les avait vu un peu avant, occuper *«France Soir»*. On les a vu enfin récemment, dans la nuit du 28 au 29 octobre, *«retenir»* leur direction qui avait tenté de reprendre l'usine occupée, tentative qui n'aboutira que 24 heures plus tard.

Il s'agit des travailleurs de la SALTA, entreprise de transport de Saint-Ouen, qui entament leur cinquième semaine de lutte, pour le maintien de leur salaire, une lutte toujours aussi déterminée après l'évacuation.

On le sait, mais ça surprend quand même : arrivé en plein milieu de la rue de la Gaité, rue calme d'un petit quartier de Saint-Ouen, on voit au bout, à une intersection, une rangée de CRS dont un avec un sinistre manteau de cuir noir, ainsi que des flics en civil qui bouchent la moitié de la rue des Bons Enfants, dans l'impasse où se trouve l'entreprise SALTA. Derrière des camions, des officiers des renseignements généraux qui marchent de long en large.

«C'est comme ça — mais, ils sont beaucoup moins nombreux la nuit — depuis qu'ils nous ont vire» explique cet ouvrier rencontré avec quelques autres. C'est dans la nuit du lundi 29 au mardi 30, rappelés-le, que les flics après l'échec d'une première tentative la veille, ont expulsé les grévistes.

La SALTA est une entreprise anonyme de transport d'une certaine importance dans la région pari-

sienne, qui loue des véhicules de toute sorte (J7, estafettes, camions), avec ou sans chauffeur. Les chauffeurs travaillent pour l'essentiel pour les NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne), qui transportent les journaux. L'entreprise compte environ 250 travailleurs répartis en deux équipes, de jour et de nuit.

C'est le 5 octobre que le mouvement total, avec occupation est parti. *«Du jour au lendemain, on a appris que l'on nous retirait 1 000 F sur notre salaire qui est environ de 3 000 F, ce qui fait que beaucoup d'entre-nous allaient se retrouver avec 2 170 F par mois ! La raison en est que France Soir qui réorganise sa distribution, nous enlève le transport de son édition du matin ; mon horaire par exemple, passe de 10 h 30 à 6 h 30 ! 10 h 30 par jour ? C'est un problème aussi, mais bon, on ne peut pas régler 36 problè-*

SALTA Saint-Ouen : 5^e semaine de grève

250 A REFUSER D'ETRE SMICARDS

mes en même temps».

Le fait que les travailleurs n'occupent plus l'usine retentit-il beaucoup sur le rapport de force ? *«non»* explique ce gréviste. *«Il n'y a pratiquement rien à l'intérieur des locaux. Nous avons avec nous l'essentiel : les camions, au nombre de 120 à 130 à peu près. Tout le monde peut les voir, ils sont sur un terrain communal, à Saint-Ouen. Par contre, on les garde un peu, évidemment»*.

L'absence de ses camions gêne énormément la direction, qui ne peut plus rien faire fonctionner du tout, même si elle le voulait avec les quelques jaunes qui l'autre jour, s'étaient essayés déjà à faire le coup de force contre le piquet.

«La distribution des journaux, il faut faire appel à

d'autres boîtes» raconte cet ouvrier *«comme «Allo transport» ou «Allo Fret» ; cela perturbe d'une part la distribution des journaux, en outre, cela revient plus cher puisqu'il n'y a pas de contrat établi entre les NMPP et ces entreprises occasionnelles. Le rapport de forces n'est donc pas trop mauvais pour nous»*.

Pour le conforter encore un peu plus, pour faire parler d'eux, les travailleurs de la SALTA, après *France Soir*, occupaient récemment le *Figaro*. Ils envisagent d'autres actions. Elles seront nécessaires face au patron intransigeant, qui lors du second contact avec lui, en cinq semaines a refusé de lâcher plus de 150 F, menaçant de fermer la boîte.

Richard FEUILLET

Abonnez-vous au Quotidien du Peuple

4mois	100 F	<input type="checkbox"/>
1 an	350 F	<input type="checkbox"/>
Soutien	600 F	<input type="checkbox"/>
	F	<input type="checkbox"/>

Nom (en capitale)

Prénom

Ville

Date

A renvoyer : BP 225 - 75 924 Paris cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte n° 668 J.

POLITIQUE

Deux questions délicates seront discutées au CC du PCF, qui se réunit ces mercredi et jeudi. Le problème de l'implantation du PCF dans la jeunesse fait l'objet d'un rapport de Fiterman : de ce côté, la direction du PCF se trouve confrontée à des difficultés au sein même de ses organisations de jeunesse.

Quoique ce point ne soit pas officiellement à l'ordre du jour, on y évoquera le problème de la direction de la fédération de Paris, qui cristallise des affrontements politiques importants dans la capitale.

Les problèmes qui se posent au PCF pour son implantation dans la jeunesse ne sont pas nouveaux, mais ils s'étaient affirmés avec une particu-

CC DU PCF : DEUX POINTS SENSIBLES

L'implantation dans la jeunesse et la direction de la fédération de Paris au centre des travaux

lière acuité au lendemain de la défaite de la gauche aux législatives. Ils reflétaient les problèmes présents dans l'ensemble de ce parti à la suite de cet échec. La contestation s'était alors exprimée sous diverses formes au sein de l'organisation de jeunesse du PCF : désaffection pour les réunions, mais aussi apparition d'une opposition ouverte aux thèses de la direction.

Ces contradictions prenaient un tour particulièrement vif au sein de l'UEC. Plusieurs cercles de l'UEC, notamment à Paris et à Bordeaux, prenaient majoritairement des positions contraires à celles de la direction. L'UEC de Bordeaux publie une revue «contestataire», *Positions*.

Les points de contradiction avec la direction du PCF portaient principalement sur l'appréciation de l'échec patent, mais aussi sur l'analyse des pays de l'Est, dont les oppositionnels souhaitaient que le PCF se démarquât plus nettement.

Outre ces points de contestations, qui n'existaient pas que dans l'organisation de la jeunesse du PCF, des critiques étaient adressées plus précisément sur le fonctionnement de l'organisation de jeunesse du PCF. Des militants de l'UEC notaient particulièrement la faiblesse de l'implantation de cette organisation à l'université. La démission du PCF de Guy Konopnicki, qui avait été dirigeant de

l'UEC dans les années immédiatement consécutives à mai 1968, constituait une marque de la profondeur de cette crise, quel que soit par ailleurs le flou de ses bases de critique.

UNE FEDERATION «CONTESTATAIRE»

Outre les problèmes de son implantation dans la jeunesse, le CC du PCF devra également se pencher sur l'épineux problème de la direction de la fédération de Paris. Le 11 janvier 1979, Henri Fiszbin, secrétaire fédéral de Paris, était démissionné, officiellement pour raisons de santé. Le prétexte ne trompait personne : c'était bien de problèmes politiques qu'il s'agissait. La di-

rection du PCF reprochait à Fiszbin de ne pas avoir su mener sa barque : aux élections, le PCF perd trois des sept sièges de députés qu'il avait précédemment. Fiszbin lui-même est battu.

On lui reprochait surtout l'orientation imprimée au journal *Paris-Hebdo*. Ce qui était alors l'organe de la fédération de Paris du PCF avait alors porté une appréciation sur l'échec de la gauche qui l'imputait à la «désunion» des partis de gauche, sans accuser nettement le PS de porter toute la responsabilité de la rupture. Peu après, *Paris-Hebdo* disparaissait. Dans les contradictions graves, contradictions internes qui secouent le PCF, la fédération de Paris était particulièrement remuante, de nombreux adhérents, notamment intellectuels, contestant les positions de la direction sur des bases diverses.

Après le 23^e congrès, et les sourires que la direction prodigue aux contestataires, particulièrement au courant Elleinstein, il semble que l'on s'achemine vers un retour de tout ou partie de l'ancienne fédération de Paris. Ce pourrait être pour la direction du PCF une manière de prouver sa bonne volonté aux militants contestataires.

F.N.

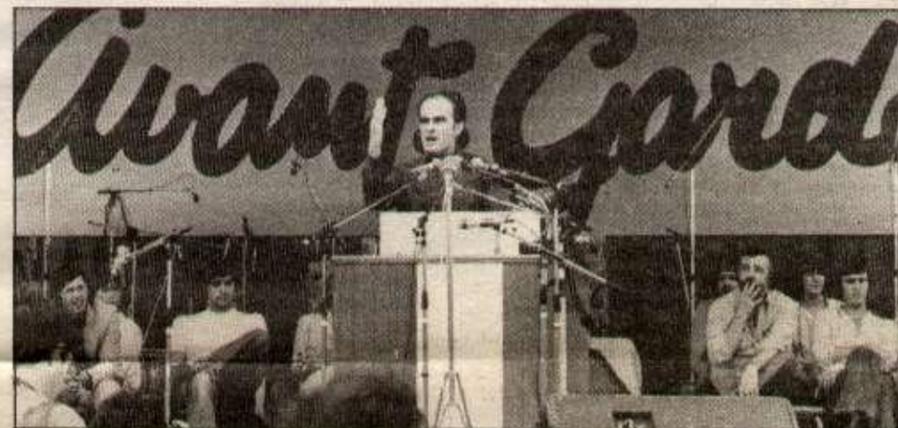
Les suites de l'affaire Boulin

Selon une dépêche de l'AFP diffusée mardi après-midi, les résultats officiels de l'enquête de l'Institut médico-légal qui devraient être connus mercredi soir, indiquent que Boulin serait mort vers 4 heures du matin d'une «asphyxie par immersion» (de noyade). Son entourage maintient qu'il est mort à 20 heures ce qu'indiquerait l'acte de décès.

Philippe Alexandre, le journaliste de RTL attaqué en diffamation par le RPR, a répliqué par un communiqué, où il maintient ses affirmations : «Je confirme qu'un certain nombre de journalistes ont été informés, pour la première fois vers le 15 septembre, par des dirigeants du RPR ; naturellement, pour que j'aie affirmé ce fait avec autant de force, vous imaginez que c'est mon cas, mais je n'ai pas été le seul, (...) On m'a dit que l'affaire du terrain de Barre

n'était qu'une goutte d'eau à côté de ce qui allait éclater sur le gouvernement. On m'a dit qu'on me mettrait au courant quelques jours plus tard, et c'est ce qui s'est passé (...) J'ajoute qu'il est tout de même étrange que, tous les dirigeants du RPR étant au courant, pas un seul n'ait éprouvé le besoin de prévenir M. Boulin». Les journalistes de RTL ont exprimé leur solidarité avec leur collègue.

Par ailleurs, les déclarations se succèdent sur le fond de l'affaire immobilière : c'est ainsi que les frères Cousin, hommes d'affaires normands acheteurs du terrain de Ramatuelle, ont publié un communiqué, où ils se défendent des accusations de Boulin, qui écrivait qu'ils étaient de mèche avec Tournet. Ceux-ci affirment être blancs comme neige, et avoir été eux-mêmes victimes du sieur Tournet.



La fête de la JC, en juin 1978, avait vu une large expression de la contestation.

LUTTES OUVRIERES

LE PREMIER DEBRAYAGE DES OUVRIERS DE SAINT-GOBAIN A SULLY-SUR-LOIRE

Les ouvriers de l'usine Saint-Gobain de Sully-sur-Loire se sont mis en grève mardi, pour la première fois. Ce débrayage devait être conduit en commun avec la CGC. «Mais lundi

soir la CGC revenait sur sa décision, parce que la direction centrale, avait accordé 3 % d'augmentation !» Ceci est pourtant loin des revendications ! Pendant le débrayage de

mardi, qui a rassemblé 95 % des ouvriers — ce qui est un succès très important pour une première fois — la CFDT a distribué un tract dans lequel elle exige la satisfaction des revendications suivantes :

- 2,50 F de l'heure d'augmentation ;
- 500 F de prime actuelle pour compenser la baisse du pouvoir d'achat ;
- salaire identique pour les femmes et les hommes quand ils accomplissent le même travail ;
- transformation des 19 contrats temporaires en contrats définitifs d'ici la fin de l'année ;
- amorçage de la réduction du temps de travail pour aboutir aux 35 heures par semaines.

Le tract prévient la direction qu'en cas de réponse négative d'autres actions vont suivre...

La section CFDT est très satisfaite de la proportion de travailleurs qui sont sortis. Elle n'aura pas été longtemps désorientée après la défection des cadres !

D'après correspondant SAINT-GOBAIN SULLY-SUR-LOIRE

F.M.

● Bonnet a-t-il décidé d'expulser Rachid Kanoté ?

La semaine passée, Rachid Kanoté, membre du comité de coordination des foyers de travailleurs immigrés en lutte, était convoqué au commissariat. Prudent, Rachid n'a pas voulu s'y rendre seul. Cette convocation est inquiétante, car elle signifie sans doute que le ministère de l'Intérieur, a pris la décision de l'expulser après que la commission d'expulsion de la préfecture de Créteil, l'ait entendu le 24 septembre dernier. Selon la police, Rachid aurait «défavorablement attiré l'attention sur sa personne».

En fait, délégué du foyer d'Ivry, il n'aurait pas accepté sans réagir que le gérant arrache une affiche du comité de résidents du foyer. Celle-ci protestait contre le fait que les locataires n'avaient pas été prévenus d'une modification dans la distribution des draps de rechange.

Au-delà de cet incident, ce qui est reproché à Kanoté, c'est évidemment son appartenance au comité de coordination. Cela nous ne pouvons l'admettre. Naturellement l'avocat de Rachid Kanoté va faire appel à cette décision scandaleuse mais, il se peut que pour faire respecter le droit des immigrés à se défendre, une mobilisation soit nécessaire dans les jours qui viennent.

5^e semaine de grève à Alizol

LES GREVISTES BLOQUENT LES PORTES

Contre l'aménagement patronal du temps de travail

A Alizay dans l'Eure, l'usine Alizol qui fabrique des aérosols, le personnel en grève depuis plus d'un mois a décidé le blocage des portes pour protester contre les décisions du tribunal d'Evreux ordonnant le retrait des piquets de grève et l'évacuation de l'entrée de l'usine. Dans cette usine d'O.S. à majorité de femmes, les ouvrières luttent pour l'augmentation des salaires et le 13^e mois, mais c'est aussi une lutte contre les conditions de travail. C'est un travail à la chaîne de plus en plus abrutissant. «Tous les soirs, il faut noter sur les fiches de production tous les arrêts, même les pipis» explique une ouvrière. Mais cette lutte vise surtout à s'opposer à l'aménagement du

temps de travail que la direction veut leur imposer.

Désormais, les ouvrières devraient travailler alternativement une semaine 44 heures et une semaine 36 heures.

Ce temps de travail mis en place par la direction est dans la droite ligne des objectifs du CNPF : abolir la loi de 40 heures, prendre le décompte des heures travaillées sur une période et non sur une semaine.

Pour ce faire, l'heure d'embauche serait avancée à 7 H 30 au lieu de 8 H 30. Une heure plus tôt le matin pour ces ouvrières qui, dans leur majorité, ont des enfants, c'est aggraver leurs conditions de vie. Commencer le travail à 7 H 30 ? Qui mènera les enfants à la crèche et à l'école ? Faudra-t-il rogner

sur les salaires déjà faibles pour payer quelqu'un pour le faire ? Autant de questions que posent les ouvrières. «Notre salaire n'est pas un salaire d'appoint comme le patronat voudrait nous le faire croire, mais il nous est indispensable» disent ces mères de famille. Cette lutte qui a le soutien de la population des communes avoisinantes où de nombreuses collectes ont été effectuées est une épreuve de force contre le patronat local que Yvon Chotard, vice-président du CNPF est venu en personne soutenir. L'enjeu est important pour ce dernier : l'aménagement du temps de travail à l'année, c'est la réponse du patronat à la revendication de diminution du temps de travail.

La conférence internationale pour l'aide humanitaire au peuple cambodgien a permis de récolter 210 millions de dollars (dont 42 millions de dollars pour le marché commun européen et 69 millions de dollars pour les USA). Cette somme importante devrait permettre d'aider le peuple cambodgien pour les 6 mois à venir.

Malheureusement, ce qui peut apparaître comme un bilan positif de la conférence, risque fort de rester lettre morte car rien n'a été réglé quant au contrôle et à la distribution finale des aides.

Tandis que le représentant permanent à l'ONU du gouvernement du Kampuchéa Démocratique (siégeant dans le maquis) participait à la Conférence en tant qu'observateur, l'envoyé des autorités pro-vietnamiennes de Phnom Penh (qui se faisait passer pour délégué de la Croix-Rouge du Cambodge, alors qu'il est ambassadeur à Moscou) était relégué, lui, dans la galerie du public. Cette décision répondait d'ailleurs au vœu des organisateurs de la Conférence qui avaient demandé qu'aucune délégation gouvernementale cambodgienne ne participe en tant que membre actif à la Conférence, mais seulement des délégués de la Croix-Rouge.

En refusant la place qui lui était réservée dans la galerie du public, l'envoyé de Phnom Penh a du même coup dévoilé l'intransigeance de ses maîtres qui font de la reconnaissance diplomatique de leur région une condition sine qua non. Les organisations de la Conférence ont refusé de se plier à cet ultimatum, voilà qui est positif.

POURQUOI TANT DE HARGNE ?

Dans l'impossibilité de participer directement au débat, le ministre des Affaires Etrangères de Phnom Penh a fait circuler une déclaration écrite, critiquant violemment les diverses propositions faites par plusieurs pays. Il s'en est pris en particulier à la proposition faite par des sénateurs américains d'or-

ganiser des convois de camions, par les routes 5 et 6, depuis la Thaïlande et traversant l'ouest du Cambodge. Pourquoi tant de hargne contre cette proposition ? D'abord et surtout, parce que Phnom Penh et Hanoi ne veulent pas que les populations vivant dans les zones de maquis, à l'ouest du pays, et résistant à l'occupation vietnamienne, puissent bénéficier du moindre soutien humanitaire. «Qu'elles crèvent ou qu'elles se rendent», voilà la logique des envahisseurs vietnamiens !

Ensuite, parce que Phnom Penh et Hanoi ne veulent pas de témoins gênants étrangers qui pourraient se rendre compte, de visu, de la situation réelle au Cambodge, de la présence des soldats vietnamiens, de leurs actions et exactions à l'égard de la population, etc...

Enfin, aussi, parce que ces témoins pourraient bien contredire les allégations de Phnom Penh qui prétend contrôler 99% du territoire et de la population. Rappelons d'ailleurs à ce propos que toutes les délégations humanitaires qui ont visité Phnom Penh, ces derniers mois, ont toutes eu droit au même circuit.

LES «AIDES» DE MOSCOU

Autre argument contenu dans la déclaration : l'URSS, le Vietnam et d'autres pays d'Europe de l'Est avaient envoyé 200 milles tonnes de vivres et autres denrées au Cambodge, soit beaucoup plus

La conférence humanitaire sur le Cambodge

QUI BENEFICIERA DES 210 MILLIONS DE DOLLARS D'AIDE ?

que tous les autres pays ou organismes. Notons d'abord que cette affirmation est tout à fait contradictoire avec les déclarations antérieures de Phnom Penh et de Hanoi, prétendant qu'il n'y avait pas de famine au Cambodge et que le peuple cambodgien était heureux. Pourquoi, tout à coup, l'URSS aurait-elle été si généreuse alors que la situation, aux dires de Phnom Penh, n'était pas si mauvaise que ça et qu'il a fallu plus de 4 mois pour que Hanoi et Phnom Penh acceptent enfin le principe d'une aide internationale.

On peut se poser une autre question : comment Moscou aurait pu débarquer une aide aussi énorme, alors que toutes les organisations humanitaires s'accordent à dire que l'aéroport de Phnom Penh et le port de Kompong Som sont complètement engorgés et incapables de distribuer les aides internationales à l'intérieur du pays aussi vite qu'elles arrivent (et encore, ces aides sont de beaucoup inférieures au chiffre astronomique de 200 milles tonnes qu'aurait avancé Moscou et d'autres pays de l'Est).

Enfin, même si ces aides (ou une partie) sont bien arrivées au Cambodge, qui saura jamais à qui elles ont été distribuées : au peuple cambodgien ou aux 200 milles soldats vietnamiens ? Moscou n'a jamais caché son soutien (militaire et politique) à Hanoi, dans son invasion et son occupation du Cambodge. Moscou arme déjà les soldats vietnamiens, il faut

bien aussi les nourrir si on veut qu'ils servent à quelque chose...

LA POSITION DU VIETNAM

Dans son intervention à la Conférence, le délégué vietnamien s'est montré satisfait de l'aide internationale au Cambodge. Mais, dans une conférence de presse, un peu plus tard, il a déclaré que les rapports sur la famine au Cambodge étaient «exagérés». Selon lui, la famine sévit uniquement dans les zones de résistance. Curieuse affirmation, démentie par toutes les organisations humanitaires qui ont visité Phnom Penh, sous contrôle vietnamien. Que ce soit la Croix-Rouge internationale, l'UNICEF, et même les organisations proches du PCF (comme le Secours populaire), toutes indiquent l'état lamentable de la population dans ces zones.

Le représentant vietnamien a aussi déclaré que seules les autorités de Phnom Penh étaient habilitées à recevoir les aides internationales. Cette intransigeance, qui n'est pas nouvelle, montre que Hanoi ne veut pas entendre parler d'une aide aux populations des zones de maquis, qu'elle ne veut pas non plus d'un contrôle d'organismes internationaux sur la distribution finale et qu'elle veut que tout passe par les autorités de Phnom Penh, espérant ainsi obtenir une reconnaissance ultérieure du régime qu'elle a mis en place, il y a des mois.

HANOI DANS UN DILEMME

En fin de compte, les déclarations écrites ou orales de Phnom Penh et de Hanoi ont montré devant la Conférence les contradictions dans lesquelles ils se sont enfoncés. D'une part, ils ne peuvent pas refuser carrément l'aide internationale, ce qui serait trop choquant aux yeux de l'opinion publique. D'autre part, ils voudraient bien mettre la main sur ces secours. Mais, pour cela, ils doivent obtenir que tout passe par eux et que les organismes internationaux n'aient aucun droit de regard sur la distribution. La

situation restera-t-elle bloquée au risque que les aides adoptées à la Conférence n'arrivent jamais à leur véritable destinataire, le peuple cambodgien ? Ou bien, Hanoi et les autorités pro-vietnamiennes de Phnom Penh seront-ils contraints à céder ? La Conférence n'a rien tranché sur ce point décisif et le Secrétaire général de l'ONU a conclu son intervention en regrettant que d'importants «problèmes logistiques» restaient à résoudre. Problèmes logistiques qui ne sont d'ailleurs qu'aux exigences de Hanoi.

Claude LIRIA

Différentes propositions

Le délégué de la Chine demande que l'ONU assure la distribution des aides

Le délégué français, François-Poncet, après avoir demandé de «laisser délibérément de côté les considérations politiques» a proposé que d'autres moyens de communications soient envisagés, en plus de l'aéroport de Phnom-Penh et du port de Kompong Som, étant insuffisants. Il a demandé par exemple l'ouverture des aéroports de Battam Bang, à l'ouest du pays, et de Siem Reap ainsi que l'aménagement de pistes de campagne et le largage de vivres par parachutage, au-dessus de la brousse. Même si ces propositions permettaient une distribution plus rapide et plus large des aides, elles ne règlent pas le problème de fond : qui en bénéficiera ?

Au cours de son intervention, le délégué chinois a déclaré quant à lui : «L'opinion internationale exige que les autorités vietnamiennes donnent l'assurance explicite que les secours soient distribués par le personnel des Nations-Unies directement au malheureux peuple cambodgien dans les diverses régions du pays. Sinon ces secours risquent de tomber entre les mains d'agresseurs étrangers et de leurs fantoches». Seule une telle proposition est de nature à garantir que les aides arrivent effectivement à leur véritable destinataire. Et d'ailleurs, n'était-ce pas l'objectif primordial de cette conférence : aider le peuple cambodgien ?

Alors que l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis se poursuit depuis samedi à Téhéran, celle de Grande-Bretagne ayant été circonscrite à quelques heures dans la journée de lundi, le résultat le plus tangible des manifestations anti-américaines qui se déroulent actuellement, en Iran, est pour l'instant la crise ouverte au sein du régime iranien avec la démission du Premier ministre Bazargan, acceptée par l'ayatollah Khomeiny. Cette acceptation par le leader religieux répond aux attaques portées par les manifestants contre Bazargan, accusé de «complaisance» vis-à-vis de l'impérialisme américain. Jusqu'à quel point cette accusation reflète-t-elle la réalité ? Les manifestations actuelles sont-elles de nature et dans quelle mesure, à contribuer au combat mené par l'IRAN pour la consolidation de son indépendance ? Ce sont certaines des questions ouvertes par les événements actuels.

Bien qu'il ait été demandé au gouvernement, dont Bazargan était premier ministre, de continuer, pour l'instant, à expédier les affaires courantes, c'est le «Conseil de la Révolution», dont la composition est toujours tenue secrète, qui se voit chargé par Khomeiny de l'administration directe du pays. Ce «Conseil», qui doit notamment organiser à bref délai un référendum constitutionnel, des élections législatives et des élections présidentielles, était déjà en fait le véritable organisme de décision en Iran.

Ce qui est réellement nouveau au sein des organismes dirigeants, c'est l'acceptation par Khomeiny

de la démission de Bazargan, car depuis neuf mois qu'il était premier ministre, désigné par l'ayatollah, Bazargan avait à plusieurs reprises, présenté sa démission. Ceci reflétait la permanence des contradictions entre le gouvernement à Téhéran et Khomeiny à Qom. Toutefois, à chaque fois, un certain consensus avait pu être réalisé, les contradictions trouvant une solution provisoire, et les offres de démission du Premier ministre avaient été rejetées.

Bazargan avait critiqué à plusieurs reprises le caractère secret du déroulement des procès des responsables de l'ancien régime, il avait aussi mis en cause

IRAN : DEMISSION DE BAZARGAN ET SUITES DES MANIFESTATIONS ANTI-US

l'incapacité dans laquelle il se trouvait de gouverner, en raison de la dispersion des centres de décisions. Récemment, la décision de déléguer plusieurs ministres pour négocier avec les leaders autonomistes kurdes avait été considéré comme une victoire des thèses de Bazargan, plus favorable à un règlement négocié. Ayant fait ses premières armes politiques aux côtés du leader nationaliste Mossadegh, puis fondateur, en 1961, avec l'ayatollah Taleghani - mort récemment - du Mouvement de libération de l'Iran, ce qui lui avait valu des séjours prolongés dans les prisons du Shah, Bazargan était aussi considéré comme un «libéral», partisan d'un «islam moderne» et restant tourné vers l'Occident avec lequel il souhaitait le maintien de relations importantes. Sa présence au gouvernement n'avait cependant pas empêché depuis neuf mois que soient prises une série de mesures indispensables pour déga-

ger l'Iran de l'emprise de l'impérialisme américain dans laquelle le Shah l'avait maintenue.

Parmi ces mesures qui ont concrétisé l'ampleur du recul de l'impérialisme américain en Iran, rappelons par exemple la dénonciation des contrats de vente d'armement américain qui portaient sur 10 milliards de dollars par an, les coups portés au dispositif militaire US avec la fermeture des stations d'écoute, le retrait de l'Iran du CENTO qui a consacré la fin de ce pacte militaire régional sous l'égide américaine, la fin du rôle de «gendarme régional» grâce au retrait des troupes iraniennes à Oman, la rupture des liens avec Israël et le soutien à l'OLP, la suppression du consortium des compagnies pétrolières, etc.. Dans le même temps, des mesures étaient également prises visant l'URSS, telles que l'annulation d'un énorme contrat de livraison de gaz iranien à ce pays, dont l'intervention en Afghanistan était également publiquement condamnée. Ces

mesures avaient donné consistance à une politique de non-alignement de l'Iran, présente pour la première fois au sommet des non-alignés, à la Havane, en la personne du ministre des Affaires Etrangères Yazdi, qui vient d'être lui aussi mis en cau-

se par les manifestations à Téhéran, pour avoir renoncé, le 1^{er} novembre, à Alger, avec Bazargan, le conseiller de Carter, Brzezinski, et de n'avoir pas réclamé officiellement à cette occasion l'extradition du Shah.

Suite p. 6

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttés ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

IRAN

Suite de la page 5

C'est en droite ligne des mesures prises depuis neuf mois qu'est intervenue la décision de lundi soir par Khomeiny de dénoncer des traités conclus dans le passé avec les USA et l'URSS. Cette décision avait d'ailleurs été évoquée dès juin dernier, le ministre Yazdi annonçant que le gouvernement iranien envisageait la possibilité d'abroger les deux principaux traités liant Téhéran respectivement à Moscou et Washington (voir encadré).

SUR LA SIGNIFICATION DES MANIFESTATIONS ACTUELLES

L'importance des mesures prises précédemment n'implique pas que ne subsistent pas certains liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme US et des menaces sérieuses de nouvelles ingérences de la part des deux superpuissances, celles-ci étant prêtes à saisir toutes les occasions pour mettre en cause l'in-

dépendance de l'Iran. Ainsi en est-il de leurs menées subversives au Kurdistan où elles tentent d'exploiter à leurs propres fins les revendications autonomistes du peuple kurde qui s'est heurté jusqu'ici à la fin de non-recevoir de Téhéran.

Les manifestations actuelles d'étudiants qui coïncident avec l'anniversaire de massacres perpétrés par la Savak contre les étudiants de l'Université de Téhéran, il y a un an, et dont les mots d'ordre traduisent la haine du peuple iranien pour l'ancien dictateur et les séquelles de son règne, seront-elles dans ces conditions le renforcement de l'indépendance ? On voit encore mal, en tout cas, les intentions réelles de certaines formations politiques qui, à l'occasion de ce mouvement, réclament y compris la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Et parmi les personnalités et les organisations qui ont déclaré approuver les manifestations actuelles, dont le parti pro-soviétique Toudeh, les intentions, les projets ne sont assurément pas identiques. On peut se demander également dans quelle mesure les contradictions qui ont amené le départ de Bazargan ne

renvoient pas également à certaines difficultés intérieures, notamment concernant le redressement de la situation économique qui s'est nettement dégradée ces derniers mois, comme le manifestent, par exemple, l'ampleur du chômage ou l'inflation, atteignant 100 %, ceci alors que le régime, dans son ensemble, s'est montré jusqu'à présent dans l'incapacité d'y faire face. Partant de ce fait, d'aucuns voient dans les actions de ces derniers jours une part de fuite en avant qui masquerait une certaine impuissance par rapport à la résolution de graves problèmes économiques et sociaux qui peuvent rendre fragiles y compris les mesures d'indépendance prises.

L'exploitation qui pourrait être faite des événements actuels par des forces hostiles au peuple iranien, et notamment les deux superpuissances, était peut-être présente dans les préoccupations de Bani Sadr lui-même, proche conseiller de Khomeiny lorsque, avant-hier, après avoir déclaré : « Cette occupation (de l'ambassade US) est positive puisqu'elle démontre que la jeunesse iranienne demeure fidèle à l'idéal de l'indépendance nationale », il ajoutait : l'opération en cours « a

Les traités qui viennent d'être dénoncés par Téhéran

Lors de leur signature, les deux traités avec l'URSS et les USA n'étaient pas de même nature et n'avaient pas la même signification. L'un conclu en 1921 avec le jeune état socialiste qu'était l'URSS, menacé dans son existence par les impérialismes occidentaux, prévoyait le droit pour l'URSS de faire pénétrer ses troupes en territoire iranien au cas où un pays tiers « compte utiliser ce territoire comme base d'opération contre l'URSS ». Ce libellé pourrait être évidemment utilisé aujourd'hui à d'autres fins par l'URSS, devenue superpuissance.

Le traité irano-américain de « défense mutuelle », également dénoncé aujourd'hui, a été signé en mars 1959 et faisait « obligation » aux Etats-Unis d'« intervenir de façon appropriée, incluant au besoin une intervention armée » dans le cas d'une « agression extérieure ». Les Etats-Unis s'étaient servi de ce traité, notamment pour imposer à l'Iran des liens importants de dépendance sur le plan militaire.

mis en lumière la multiplicité des centres de décision et l'impuissance du gouvernement à contrôler même une seule artère de la capitale ; elle a réduit encore davantage le prestige du gouvernement tant en Iran qu'à

l'étranger ; elle paraît démontrer que la violence est payante, ce qui risque de conduire à l'avenir à des confrontations armées entre les divers centres du pouvoir... »

J.P.G.

LE DROIT A L'AUTODETERMINATION ET A L'INDEPENDANCE DU PEUPLE SAHRAOUI RECONNU A L'ONU

La comité de décolonisation de l'ONU vient d'adopter à l'écrasante majorité - 83 voix pour, 4 contre et 43 abstentions - une résolution en dix points réaffirmant « le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance ». La présente résolution est conforme aux « principes contenus dans la charte des Nations Unies et dans sa résolution

du 14 décembre 1960 portant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux ».

Le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, suite à l'accord de Madrid, avait vu son territoire partagé entre le Maroc et la Mauritanie sans que soient du tout pris en compte la volonté et les droits du peuple sahraoui.

A plusieurs reprises, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et les pays non-alignés avaient exprimé leur vive préoccupation « devant l'aggravation de la situation qui prévaut au Sahara occidental du fait de la persistance et de l'extension de l'occupation de ce territoire ».

Le dix août dernier, la Mauritanie prenait la décision d'y retirer ses forces

et concluait un accord de paix avec le Front Polisario. « Cet accord constitue une importante contribution à la dynamique de paix en vue d'un règlement définitif, juste et durable de la question du Sahara occidental », indique la présente résolution.

Pour atteindre cet objectif, la résolution recommande au Front Polisario qu'il « participe pleinement à toute recherche d'une

solution politique juste, durable et définitive... conformément aux résolutions et déclarations de l'ONU, de l'OUA et des pays non-alignés ». Elle demande instamment au Maroc de « s'engager dans la dynamique de la paix et de mettre fin à l'occupation du territoire du Sahara occidental ».

Ces derniers mois, le Front Polisario a infligé des défaites militaires de gran-

de ampleur à l'armée marocaine. Depuis samedi, lendemain de la conférence (1), le Maroc a lancé une nouvelle offensive de grande envergure, comprenant six à sept milles hommes, pour essayer de reconquérir les positions perdues. Une telle attitude ne peut guère que l'isoler un peu plus sur le plan international et mettre en cause le régime d'Hassan II.

APRES LÉBOUIRAT ET SMARA OU VA L'ARMÉE MAROCAINE ?

Les combats récents, depuis les attaques contre Tan-Tan et Bir Enzarem ont marqué un véritable tournant sur le terrain. Les deux batailles de Smara et Lebourat, sur lesquelles des éléments assez nombreux ont été rassemblés permettent de définir des caractéristiques importantes concernant la situation militaire.

Une espèce de paralysie paraît frapper les énormes garnisons marocaines. Pendant plus d'un mois, le commandant de Lebourat n'a pu que consigner au fil de ses rapports la lente mais inexorable approche de la « destruction totale ». A Smara l'on ne bénéficie pas de telles sources, mais il est indéniable qu'une énorme garnison a été bousculée en moins de deux heures. Le plus impressionnant est que les autres garnisons sont incapables de porter secours. Et pourtant 60 000 hommes sont engagés dans l'affaire du Sahara !!

DES SIGNES DE PROFONDS REMOIS

Dans le cas de Lebourat des signes indiscutables de quasi-mutinerie existent : le 16 août un télégramme officiel « ne peut plus tenir localité Bouirat, officiers, sous-officiers et hommes de troupes traumatisés, démoralisés manifestent leur mauvaise humeur et menacent - re-

fuser ordre de reprendre position initiale ».

Azelmat, commandait la base de Lebourat. Tous ses rapports ont été saisis par le Front et indiquent qu'il avait mesuré très exactement la situation dans laquelle se trouvait sa garnison, proposé des solutions ; bref, qu'il avait accompli un travail considérable avec une conscience très aiguë de la situation. Or le lendemain de l'effondrement de Lebourat il était fusillé pour « trahison ». La seule hypothèse cohérente pour expliquer cette décision de l'Etat-Major est que la défaite de Lebourat a dû susciter des remous dans tout le corps des officiers déployés au Sahara. Fusiller Azelmat apparaît comme une mesure de terreur à l'encontre des officiers qui voudraient remettre en cause les conditions de l'engagement militaire et peut-être même de politique de Hassan. Selon des sources proches du Polisario, 17 officiers auraient été passés par les armes après Lebourat.

DETRUIRE DES PANS ENTIERS DU DISPOSITIF ENNEMI

Cela contraste avec ce que l'on a pu constater du Polisario : une tactique qui paraît toujours la même - isoler une garnison, la pilonner, l'user à coups de petites opérations détruisant les unes après les autres

des positions de dimension réduite, puis à un moment donné réunion d'une vaste importante, 2 à 3 000 hommes selon des estimations les plus fréquentes à propos de Smara et Lebourat, se déplaçant extrêmement rapidement afin d'atteindre le cœur du dispositif ennemi.

Cela indique d'abord que le Polisario a pu se doter d'armements modernes, qu'il a pu constituer une armée capable de manœuvrer par unités importantes. Cela indique surtout qu'il dispose des deux éléments essentiels pour la conduite d'une guerre : la mobilité et l'initiative sur le terrain. Cela suppose que le Polisario exerce un contrôle étendu sur la quasi-totalité du territoire hors des puissantes garnisons marocaines, et y a mis sur pied une importante infrastructure.

Dans ces conditions, il paraît absolument exclu qu'à l'heure actuelle le Polisario cherche à gagner des positions ainsi que le prétendent les « analyses » fournies par les bureaux de presse marocains : son organisation fait assez la preuve de son efficacité pour qu'il ne l'expose pas comme cible dans les villes et positions bien connues : toutes les villes, Tifariti, Amgala sont libérées de la présence marocaine mais désertes. Seulement, à chaque coup porté ce sont des unités entières et des

plans importants du dispositif marocain qui sont détruits ; et c'est bien là, semble-t-il l'un des objectifs essentiels du Polisario dans la conduite de la guerre.

La situation qui existe aujourd'hui est le fruit d'une évolution constante depuis le début de l'invasion : les puissantes armées marocaines ont pu s'imposer parce que les unités de guérilla qui leur étaient opposées ne pouvaient leur faire face. Mais elles ont été incapables de contrôler le territoire où les unités de guérilla ont pu s'étoffer, s'organiser, et contraindre l'armée marocaine à un combat où elle était inférieure qui peu à peu l'a conduite à perdre toute initiative. Cette évolution a été encore accélérée à partir de 1978 par l'ouverture des négociations entre la Mauritanie et le Sahara, et en août 1979 par la signature des accords de paix.

UNE GUERRE ENCORE PLUS DURE

Aujourd'hui les choses sont arrivées à un point où la guerre est considérée comme impossible à gagner par le Maroc, selon les experts militaires occidentaux. Pour autant le Polisario ne l'a pas encore gagnée. Tout d'abord parce que l'armée marocaine continue de disposer d'une puissance importante, no-

tamment à Smara, El Aïoun, Bou Craa, que le Front Polisario ne peut actuellement, ainsi que l'a montré la bataille de Smara, réduire en une seule fois. Ensuite, parce que l'armée marocaine paraît chercher les moyens de neutraliser les avantages du Front Polisario et de compenser certaines de ses faiblesses. L'utilisation des Mirage dans la bataille de Smara semble avoir été appréciée de façon positive par l'armée marocaine, qui affirme avoir, grâce à eux, infligé des pertes importantes aux forces sahraouies.

D'autre part, les livraisons d'armes anti-guérilla par les Etats-Unis pourraient donner à l'armée marocaine les moyens d'une mobilité qui lui fait actuellement défaut. Cela suppose un engagement des Etats-Unis et de la France, plus important que celui auquel on a assisté, et implique une aggravation de la guerre.

Grégoire CARRAT

Dans notre prochaine édition :
5 août 1979 :
LA PAIX SIGNÉE ENTRE
LE FRONT POLISARIO ET
LA MAURITANIE

Le quotidien du peuple



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

LES CHARGES LOCATIVES



A Evry 1, dans des logements tout électrique, certaines notes d'électricité atteignent 1 000 F par mois !

VAULX-EN-VELIN : ANARCHIE ET MEPRIS DES HABITANTS

Lors d'une conférence de presse, 6 associations d'habitants de la ZUP de Vaulx-en-Velin, dans la région lyonnaise, dénonçaient la politique des tarifs de l'eau et du chauffage :

« Les tarifs ont doublé en cinq ans et la tendance s'accroît. Qu'en est-il du SMIC ? »

Les tarifs sont anarchiques. Par exemple, pour le chauffage, ils vont de 14,76 F à 21,60 F au m² pour la saison 1977 - 1978 !

Les propriétaires refusent une discussion concertée sur l'ensemble de la ZUP et distillent l'information aux associations, généralement sous une forme incompréhensible.

Nous demandons donc aux propriétaires l'ouverture d'une discussion d'ensemble sur :

— Les justificatifs des hausses sous forme de factures claires.

- La régularisation des tarifs pour l'avenir.
- La pose de compteurs d'eau froide partout
- Une limitation contractuelle des hausses.

Et l'une des associations présentes précisait :

Pourquoi chaque locataire a-t-il eu un rappel d'eau pour la saison 1976-1977 ? C'est très simple, les compteurs individuels installés dans nos appartements ne sont pas justes. Ils peuvent faire une erreur allant jusqu'à 30%, c'était le cas en 1976. Comme de nombreux locataires sont partis depuis, et que le propriétaire ne veut pas payer la note, ce sont les locataires restants qui paient la différence. Cette explication n'est pas sérieuse. A quoi servent les compteurs s'ils sont faux ? Et comment se fait-il qu'on ait mis 5 ans pour s'en apercevoir ?

Quelques constatations faites à Vaulx-en-Velin

* En 4 ans, de la saison 1973/1974 à la saison 1977/1978,

l'eau froide passe de 1,70 F le m³ à 3,52 F : augmentation 107%

l'eau chaude passe de 5,10 F le m³ à 11 F : augmentation 116%

En 3 ans, de la saison 1974/1975 à la saison 1977/1978,

le chauffage passe de 9,80 F le m³ à 15,70 F : augmentation 60 %

* D'après des relevés faits dans des appartements F4 identiques (83 m²), en 1978, sur 5 groupes HLM de propriétaires différents :

les charges annuelles d'eau froide varient de 372 F à 550 F selon le groupe

le coût de l'eau chaude au m³ varie de 10,50 à 12,23 F

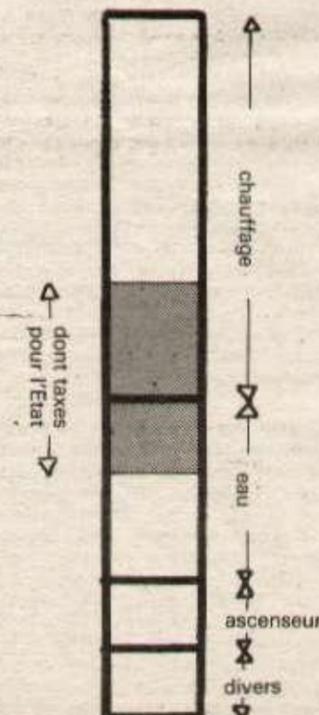
le coût du chauffage au m² varie de 14,76 à 21,60 F



Le pétrole a bon dos

Pendant la dernière saison de chauffe, le coût du fuel a augmenté de 22,5 %, ce qui, compte-tenu de la part du fuel dans le total des charges locatives, signifierait une augmentation de 9 % des charges. Elle a été en réalité de 20 à 50 % ! Depuis janvier dernier, le fuel a augmenté de 34 % : on peut donc s'attendre au pire.

Comment se répartissent les charges



Depuis quelques mois, nous sommes l'objet d'une campagne remarquablement bien orchestrée, dont le but avoué est de nous faire geler cet hiver.

D'un côté, les représentants des propriétaires sonnent le tocsin : attention, nous allons être obligés d'augmenter les charges de chauffage de 30 à 40%. L'air commence à être connu : c'est de la faute du pétrole, avec cette fois une variante particulièrement odieuse : « Ne seront chauffés cet hiver que ceux qui pourront payer tout de suite » déclare la FNAIM (Fédération Nationale des Agents Immobiliers), sous prétexte que les pays producteurs de pétrole exigeraient un paiement immédiat.

De l'autre côté, le gouvernement entonne une fois de plus l'air des économies d'énergie, sur le thème « chassez le gaspi chez vous ». La température à l'intérieur des bâtiments est limitée par décret à 19°. Tous les soirs à la télé, on nous démontre, météo à l'appui, que ce n'est pas encore le moment d'allumer le chauffage. Un vaste programme de travaux d'amélioration du chauffage est lancé pour 1,2 millions de logements HLM et 700 000 logements du secteur libre. Et, dans l'éducation nationale, une circulaire ministérielle recommande la nomination, dans chaque académie, d'un « responsable des économies d'énergie » chargé de « détecter les établissements où se posent des problèmes », de faire appel à « la notion de responsabilité personnalisée »...

On peut légitimement s'interroger sur le but de cette campagne. En tout cas, elle ne se traduira pas par des économies dans notre porte-monnaie. En effet, les 30 à 40% de hausse des charges prévues compenseront largement les quelques pourcents d'économie qu'elle permettra de réaliser. Et de toute façon, le projet gouvernemental autorise les propriétaires à répercuter entièrement sur les locataires le coût des travaux « d'amélioration ».

Elle ne se traduira pas non plus par une diminution sensible de la dépendance énergétique française vis-à-vis de l'étranger : moins de chauffage donc moins d'importation de pétrole, comme on voudrait nous le faire croire. Que représentent les quelques 3 à 4 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole) par an que permettent d'économiser ces mesures ? A peine 2% de la consommation totale française, quinze fois moins que ce que dépense, en énergie supplémentaire chaque année, la construction des centrales nucléaires françaises.

Alors que reste-t-il ? Prêcher le pire pour faire passer plus en douceur les hausses qu'empocheront, en partie les pétroliers, en partie l'Etat (voir ci-contre : le pétrole a bon dos), en partie... les propriétaires. C'est sûr. Mais aussi sans doute limiter les consommations d'énergie pour ne pas faire sauter le réseau EDF qui sera, cette année encore, incapable de passer l'hiver. Le logement représente près du tiers de la consommation totale d'énergie, le tiers qu'il est le plus facile de comprimer. Ainsi s'expliquerait le cri d'angoisse du patron d'EDF : « Surtout, ne mettez pas en route vos chauffages d'appoints ! »

N. GUILLOT

BLOC-NOTES

Charges de chauffage

En matière de charges, comme en matière de loyer, il n'y a pas de véritable protection des droits des locataires. Tout dépend, en grande partie, du rapport de forces entre locataires et propriétaires.

Les accords Delmon, signés entre associations représentatives des propriétaires et des locataires, font un certain nombre de propositions, en particulier en ce qui concerne la répartition des charges entre propriétaires et locataires. Mais ces accords n'ont en aucun cas valeur de loi. Ils peuvent cependant servir de base à des conventions à imposer aux propriétaires.

Une loi de 1977 réglemente les rapports entre propriétaires et sociétés s'occupant de l'exploitation du chauffage. Les locataires, même s'ils ne sont pas directement concernés par la loi, peuvent s'en servir pour contrôler leurs charges.

LES CONTRATS DE CHAUFFAGE

Depuis 1977, les exploitants de chauffage sont obligés de justifier la quantité réelle de combustible utilisé, et les utilisateurs sont autorisés à fixer des modalités de contrôle. Même si cette clause ne figure pas dans le contrat en cours, l'exploitant ne peut s'opposer à la signature d'un avenant stipulant cette clause. Le contrat étant passé entre l'exploitant et le propriétaire, c'est aux locataires de forcer le propriétaire à imposer cette clause. Aux locataires également d'exiger du propriétaire de leur fournir les justificatifs qu'il a dû obligatoirement recevoir de l'exploitant de chauffage, sous forme de factures détaillées et claires.

On a également tout intérêt à imposer dans les contrats un mode de règlement. Ainsi, actuellement, les exploitants cherchent à imposer des règlements comptant, cela leur est impossible, s'ils ont signé un contrat prévoyant un autre type de règlement. C'est pratiquement toujours le cas pour les contrats signés avec des organismes HLM.

Les prix du fuel sont plafonnés par département. On peut donc facilement vérifier si ce plafond n'est pas dépassé.

Attention, la plupart des contrats ont été établis pour la fourniture d'une température de 20° dans les

LA REPARTITION DES CHARGES ENTRE DIFFERENTS LOCATAIRES

Elle peut se faire au pro-rata du nombre d'éléments de radiateur, ou de la surface chauffée, ou même du loyer. Quelle que soit la solution, il faut imposer au propriétaire de fournir les justificatifs nécessaires.

Le gouvernement va vraisemblablement rendre obligatoire des compteurs individuels pour le chauffage. Ils sont déjà obligatoires pour l'eau chaude (si elle est distribuée par une chaufferie collective). En aucun cas, la pose de ces compteurs et les dégâts éventuels causés ne peuvent être facturés aux locataires. Seule est à leur charge la location du compteur.

LA REPARTITION DES CHARGES ENTRE PROPRIETAIRE ET LOCATAIRE

Sans rentrer dans le détail, sont à la charge du locataire les frais de combustible et d'entretien courant, ainsi que les réparations causées par les accidents de sa faute.

Sont obligatoirement à la charge des propriétaires les frais résultant d'un défaut de construction (par exemple mauvaise isolation ou sous-estimation de la puissance des chaufferies), et tous les frais de remise en état et de renouvellement du matériel normalement usé, qu'il soit dans les parties communes ou dans les logements. Tous les frais d'amortissement des chaufferies centrales ou installations situées hors de l'immeuble sont à la charge du propriétaire.

Attention, il est facile aux propriétaires de camoufler une dépense qui leur incombe sous une autre appellation, et ils ne s'en privent pas.

La date de démarrage du chauffage n'est soumise à aucune disposition légale. On peut donc exiger sa mise en route si le propriétaire tarde à le faire.

appartements. Le gouvernement imposant, cette année, de ne pas dépasser les 19°, cela doit obligatoirement se traduire par une baisse de tous les tarifs qui ne sont pas basés sur une dépense réelle de combustible.

Rhône-Poulenc Industrie Pont-de-Claix

LA DETERMINATION CROISSANTE DES OUVRIERS DE LA VALLEE DU DRAC

De notre envoyé spécial Michel BERTEL

«300 F pour tous», «Non au lock-out», les banderoles accrochées aux grilles de Rhône-Poulenc Industrie à Pont-de-Claix résumant les raisons du combat engagé depuis le 10 octobre par les travailleurs de l'atelier oxyde de carbone, et depuis le 19 octobre, par l'ensemble des 2 500 travailleurs.

Mardi matin 10 heures, plusieurs centaines de

Quelques minutes plus tard, la manifestation s'ébranle, des mots d'ordre sont scandés, notamment devant la villa du directeur.

5 VOTES SUCCESSIFS POUR LA GREVE

Après la prise de parole de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, le discours combatif du syndicat chimie CFDT fut chaleureusement accueilli par le millier de travailleurs regroupés sur la place. La CFDT rappela les nombreux conflits, longs et déterminés, au printemps 1979 dans la chimie grenobloise, mit l'accent sur la nécessaire sécurité à Rhône Poulenc, et termina par un «nous vaincrons». Ces propos offensifs étaient à la mesure de la combativité des travailleurs de RPI. La grève a été reconduite par 5 votes successifs et à chaque fois un nombre de plus en plus grand de travailleurs se sont prononcés pour la poursuite de la lutte. Lundi 5 novembre, 18^e jour de grève totale :

les syndicats, pour provoquer des négociations, ont laissé les portes de l'usine ouvertes, 200 personnes seulement sur les 2 500 travailleurs sont rentrés. Et malgré cela, la direction n'a apporté aucune réponse sérieuse aux revendications : refus total sur les 300 francs par mois et de même pour la compensation des pertes de salaires pour lock-out des grèves. Dès lors, quand les gars ont appris le refus de la direction, la colère a éclaté : «Il y en a marre, on bloque tout» et les portes furent bien fermées !

C'EST LA PREMIERE GREVE AUSSI MASSIVE

Juste avant de partir en manifestation, nous avons discuté avec des syndicalistes CFDT. Une chose est sûre, c'est la première fois à RPI - Pont-de-Claix que la grève est aussi massive, aussi active : «On avait pas vu cela depuis dix ans». Mais, ajoute un délégué : «C'est la première

travailleurs de la chimie grenobloise sont rassemblés devant la porte nord de RPI. Ils viennent de PCUK Jarric, d'Allibert, de Blanche, de Distugyl d'Air Liquide, etc. Débrayages, 24 heures de grève, ou simples délégations, les gars de la chimie - dans le cadre de la journée d'action nationale - sont venus apporter leur solidarité à la lutte de RPI.

bagarre de ce style et les gars ne sont pas encore préparés».

Pourtant, des aspects très intéressants sont présents dans cette lutte. Notamment, le rôle que jouent les travailleurs dans les décisions de l'intersyndicale. Un panneau photographique accroché aux grilles indique d'ailleurs sous la photo d'un piquet «vaste forum démocratique». Des gars de RPI nous expliquaient qu'«au début de la lutte, il y avait une coupure entre l'intersyndicale et les travailleurs». Les réunions se faisaient dans les locaux syndicaux.

LES REUNIONS SE PASSENT AU PIQUET

Sur proposition de la CGT, elles se font maintenant au poste de garde de la Porte Nord, et ainsi des travailleurs du piquet peuvent y participer. «D'ailleurs, il y a toujours une délégation des piquets à l'intersyndicale» nous indique un délégué.

Autre aspect positif : des piquets de sécurité sont maintenus sur le site. Ces travailleurs sont donc payés.

DES GARS DE LA SECURITE PARTAGENT LEUR PAYE

Mais dans certains ateliers, les gars, sur la base de leur équipe et de leur atelier, partagent avec l'ensemble des gars la paye des heures de présence. Initiative localisée encore spontanée mais qui est à souligner...

Après trois semaines de grève, face à l'attitude de la direction, la réaction des travailleurs de Rhône Poulenc a été de durcir le mouvement. Lundi, des non-grévistes ont même rejoints la lutte. La solidarité se développe grandement sur Pont-de-Claix et toute la vallée du Drac. Une telle détermination des travailleurs de RPI devra faire reculer Rhône Poulenc. D'ailleurs, ils s'en donnent les moyens.

Alsthom-Belfort

Suite de la une

Beaucoup de travailleurs réclamaient dans les discussions de nouvelles formes d'action à mettre en œuvre rapidement pour porter de nouveaux coups au patron, seul moyen de faire aboutir positivement les discussions, il va sans dire. Beaucoup de travailleurs critiquaient d'ailleurs à ce propos l'attente qu'on leur imposait dans la soirée «on fait le jeu de la direction, disent certains, en refusant d'agir plus durement sous prétexte qu'il y a des négociations en cours».

Lundi s'était tenue et achevée la réunion de la commission de conciliation. Elle avait abouti à un échec, la direction ne proposant que des miettes, dont un 13^e mois payé avec les augmentations normales à venir. Mais à quoi a abouti cette nouvelle et ultime réunion de conciliation, qui s'est terminée fort tard dans la nuit ?

«A rien» notait un membre du comité de grève, «mercredi matin, la direction a proposé à nouveau ses 18 points et on aboutit à peu près au résultat déjà connu ; à savoir qu'elle «accorde» le 13^e mois en nous le faisant payer directement ; pour le financer, elle propose de prendre l'argent prévu pour l'augmentation normale de nos salaires et ce jusqu'en 1984 ! Autrement dit, on n'aura pas d'augmentation de salaire d'ici 5 ans, mais le «13^e mois» à la place ! Autrement dit, rien. Le second point déjà connu : la direction «ac-

corde» pour les gars qui se marient, non plus quatre jours, mais un de plus, c'est-à-dire 5 ! De la foute ! On ne se marie pas tous les jours !

LA DIRECTION MENACE

A ces propositions dérisoires, la direction de l'Alsthom ajoutait une menace précise contre les grévistes : «Elle a donné, ajoutait ce travailleur, jusqu'à mercredi soir, 18 heures précises, à l'intersyndicale pour qu'elle décide si oui ou non elle a l'intention d'organiser un vote auprès des travailleurs sur ces propositions. Passé le cap de 18 heures, si la décision a été prise de ne pas en faire, elle considérera, d'après ce qu'elle a dit, que la conciliation a été un échec. Le jugement du tribunal - l'évacuation des locaux - sera alors applicable. Cela ne veut pas forcément dire que les flics vont intervenir dès mercredi soir, cela commencera d'abord par un huissier».

Mercredi matin, l'intersyndicale se réunissait longuement pour discuter des décisions à prendre face à la situation. L'après-midi, un meeting important devait se dérouler à 15 heures, au centre Benoît Frachon, à Belfort. Dès le matin, la mobilisation se faisait pour qu'il y ait un maximum de monde à ce meeting.

Il était important qu'il y ait du monde. Il faudra y prendre les décisions d'action qui s'imposent face à l'intransigeance de la direction qui s'est amplement confirmée mercredi matin.

Alsthom Saint-Ouen

5^e SEMAINE DE GREVE

Dans leur hâte de quitter l'usine, au moment de l'occupation, notre direction a laissé traîner pas mal de choses à droite et à gauche :

- Des documents qui en disent long sur le rôle policier de la maîtrise

- rapport de tel ou tel agent de maîtrise sur le comportement de tel ou tel ouvrier, en particulier des militants.

- Il y a quelques mois, des ouvriers de nuit s'étaient plaints d'avoir été menacés avec des armes par les gardiens. Bien sûr, la direction avait nié les faits. Aujourd'hui, un pistolet et des menottes sont découverts au gardiennage. Les salaires de nos chers cadres sont édifians et montrent clairement le peu d'intérêt qu'ils ont à demander 300 F de plus. Par contre, nos petits chefs ne sont pas cher payés pour leur sale besogne.

UNE DROLE D'OPERATION COUP DE POING

Alors que les travailleurs sont décidés à populariser au maximum leurs luttes, il a été décidé mardi d'aller faire parler de nous à la préfecture de Bobigny. Après l'opération Bourse de la semaine dernière, les grévistes en redemandent puisque c'est le meilleur moyen de se faire connaître. Bizarrement, l'opération coup de poing à la préfecture se transformera, arrivés aux locaux du bureau régional de la main-d'œuvre, en une délégation qui demandait à la directrice de la main-d'œuvre si elle voulait bien demander à notre direction de négocier rapidement.

Quoiqu'il en soit, une journée pour rien, mais les grévistes n'attendent pas très longtemps pour faire comprendre à certains ce qu'est une action efficace.

Correspondant
ALSTHOM ST-OUEN

SEGUY ET MAIRE SE SONT RENCONTRES

Deux mois après la signature de l'accord du 17 septembre

Mardi, près de deux mois après l'accord interconfédéral d'unité d'action du 17 septembre, Georges Seguy et Edmond Maire se sont de nouveau rencontrés, pour faire le point, avec leurs délégations sur les premiers résultats de cet accord.

Dans le communiqué publié à la fin de la réunion, les deux confédérations ont remarqué qu'il a eu des «effets positifs» sur le développement et le démarrage des luttes en cours.

Les confédérations indiquent en outre : «Les résultats obtenus et le développement de l'action sont encore insuffisants pour modifier la politique du patronat et du gouvernement. C'est pourquoi, afin de surmonter toutes les difficultés rencontrées dans la mobilisation, il est nécessaire de poursuivre partout l'adaptation des objectifs retenus dans l'accord, aux réalités vécues par les travailleurs». Les

deux confédérations ont par ailleurs décidé de deux initiatives :

La première qui aura lieu le 14 novembre, à la veille de la rencontre entre les syndicats et le patronat sur la réduction du temps de travail : les confédérations appellent à organiser des actions sur ce thème, au niveau des fédérations du secteur privé CGT et CFDT.

La seconde initiative consiste à organiser des arrêts de travail et manifestations, pour les salaires entre autres. Toujours au niveau des régions, cette fois, et durant toute la dernière semaine de novembre. Rappelons que la CFDT avait fait cette proposition d'organiser cette semaine d'action au niveau des régions et des professions à la fin du même mois, en correspondance avec la confédération européenne des syndicats, dont elle fait seule partie.

● Poste principale de Nantes : grève à partir de lundi

Les postiers de la poste principale de Nantes ont décidé le 6 novembre, à l'unanimité moins une voix, de se mettre en grève illimitée reconductible à partir de lundi prochain. Il s'agit de s'opposer aux projets de l'administration de supprimer 19 emplois au service général (guichets, boîtes postales, courrier arrivée et départ) et 15 emplois à la distribution postale (ce qui correspond à la suppression de la tournée de l'après-midi).

La grève nationale du 25 octobre avait été bien suivie : 90 %, ce qui ne s'était pas vu depuis la grande grève de 1974. Les syndicats CGT, CFDT et FO avaient proposé une grève le 5 novembre qui fut également bien suivie.

CORRESPONDANCE

● 2 000 chercheurs contre la réforme de l'INSERM

Deux mille chercheurs en biologie et en médecine ont envoyé au Premier ministre une lettre ouverte, à propos de la réforme de l'INSERM (Institut de la Recherche Médicale). Sous le titre «Pour la sauvegarde de la recherche médicale», ils dénoncent une réforme qui, selon eux «risque de compromettre gravement le fonctionnement de toutes les équipes de recherche». Parmi les points qu'ils critiquent particulièrement, la division des laboratoires en deux catégories, où se fera l'apprentissage des chercheurs, l'autre où ils exerceront, et le fait que la recherche fondamentale est sacrifiée au profit des applications.